

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HALBOURG et Fils

9 Rue de la Vallée
76890 Saint-Pierre-Bénouville

Références : UDRD-2026-02-T-49
Code AIOT : 0005804292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement HALBOURG et Fils implanté Zone d'activité du Val de la Béthune rue Sainte Claire 76270 Neufchâtel-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendue sur le site HALBOURG et Fils de Neufchâtel-en-Bray en vue de récolter l'arrêté de mise en demeure du 29 avril 2025 portant sur la réalisation des campagnes de mesure des PFAS et sur l'autosurveillance des rejets aqueux de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HALBOURG et Fils
- Zone d'activité du Val de la Béthune rue Sainte Claire 76270 Neufchâtel-en-Bray
- Code AIOT : 0005804292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise HALBOURG et Fils est spécialisée dans les activités :

- de vidange de systèmes de traitement des eaux usées (déshuileurs, puisards, etc.),
- de curage et de nettoyage des réseaux et des équipements de traitement des eaux usées,
- de nettoyage des voiries,
- d'inspections télévisées des réseaux,
- de contrôle d'étanchéité des systèmes d'assainissement et de tests de compactage des tranchées.

Elle exploite sur son site de Neufchâtel-en-Bray une installation de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) sous le régime de l'autorisation destinée au lavage des sables et au traitement des graisses et matières de vidanges collectées lors des opérations de curage de réseau ou de vidange de système d'assainissement non collectifs. Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 1er août 2014 modifié par l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2022.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 1.71.	Sans objet
2	Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 25/04/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
3	Autosurveillance des rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 25/04/2025, article 1er	Levée de mise en demeure
4	Valeurs limites d'émissions dans les effluents aqueux	AP de Mise en Demeure du 25/04/2025, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé la campagne de mesure des PFAS dans les rejets d'eaux industrielles de l'établissement et a mis en œuvre une autosurveillance de ses rejets aqueux conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 1er août 2014. Les dépassements des valeurs limites de rejets relevés lors de la précédente visite n'étant pas retrouvés en 2025, l'inspection propose à M. le préfet de lever la mise en demeure notifiée par l'arrêté du 29 avril 2025.

Par ailleurs, VICTORIA GROUP a pris la présidence de l'entreprise HALBOURG et Fils en octobre 2025 et a pour projet de faire du site de Neufchâtel-en-Bray, un site secondaire du site ATHALYS de Sotteville-lès-Rouen spécialisé également dans le traitement de déchets liquides. Lorsque les démarches en cours auront abouti, l'inspection rappelle qu'en application de l'article 1.7.5 de l'arrêté du 1er août 2014, le **nouvel exploitant dispose d'un délai d'un mois pour déclarer le changement d'exploitant au préfet de la Seine-Maritime**. "Cette déclaration doit mentionner [...] s'il

s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration".

Enfin, l'exploitant souhaite augmenter la capacité de traitement de son site et étendre son autorisation à d'autres types de déchets non-dangereux. Compte-tenu des premiers éléments transmis par l'exploitant, **la modification serait jugée substantielle** et le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale serait nécessaire, avec étude d'impact (cas du dépassement du seuil IED) ou avec étude d'incidence (pour une capacité <75 t/j) en cas de dispense d'évaluation environnementale à l'issue d'une procédure préalable de cas par cas en application de l'article annexe du R122-2 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article 1.71.			
Thème(s) : Situation administrative, Changement exploitant et extension d'activité			
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.			
Constats : Le site de NEUFCHATEL-EN-BRAY a été initialement autorisé par l'arrêté préfectoral du 22 mars 2012 pour une activité soumise à autorisation sous la rubrique 2791-1 (installation de traitement de déchets non dangereux non inertes) pour une capacité de traitement de 113.4 tonnes par jour. En 2014, à l'occasion du dépôt d'un dossier de porter à connaissance pour l'augmentation de la capacité de traitement et pour tenir compte de l'évolution de la nomenclature (notamment la création de la rubrique IED n°3532 par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013), la situation administrative du site a été mise à jour par l'arrêté préfectoral du 1er août 2014. Le classement du site était donc le suivant :			
Rubrique	Désignation	Nature de l'installation	Régime de classement
3532	Valorisation de déchets non-dangereux	Unité de traitement biologique : capacité >75 t/j	A
2791-1	Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720,	164.4 t/j	A

	2760, 2771, 2780, 2781et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j.		
2716-2	Installations de transit, de regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Volume total des déchets non dangereux inertes susceptibles d'être présent dans l'installation: 463 m ³	DC

L'installation était donc soumise à la directive IED. Le BREF applicable, associé à la rubrique 3532 était donc le BREF WT «Traitement des déchets » qui a été mis à jour en 2018. En 2019, l'exploitant aurait donc dû déposer un dossier de réexamen IED et un rapport de base pour assurer la conformité du site aux meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF WT (reprises dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019) dès 2022.

Par courrier du 20 janvier 2020, l'exploitant a demandé le déclassement des activités du site visant à ne plus relever de la rubrique n°3532 car il limitait la capacité de traitement sur le site à 32 tonnes par jour, soit une capacité de traitement inférieure au seuil de la rubrique 3532 (75t/j). Suite à une visite sur le site le 23 novembre 2021 ayant permis de constater la capacité de traitement du site, la situation du site a été modifiée par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 27 octobre 2022 fixant une capacité de traitement maximal pour la rubrique 2791-1 à 32 tonnes/jour. La visite du 27 février 2025 a permis de constater que les volumes d'activités présentés par le site étaient inférieurs aux quantités autorisées.

L'entreprise VICTORIA GROUP a pris la présidence de l'entreprise HALBOURG et Fils en octobre 2025 et depuis, ses équipes procèdent au nettoyage et à la rénovation du site. Le site n'a pas reçu de déchets depuis cette date. Le bassin de traitement biologique a été vidangé et les rejets aqueux ont été arrêtés depuis le 20 décembre 2025. Il est prévu que le site soit en maintenance jusqu'à la mi-mai 2026 pour permettre de curer, remettre en eau le bassin biologique et l'équilibrer. Pour le moment, le site reste exploité par la société HALBOURG et Fils. VICTORIA GROUP a pour projet de transformer ce site en un site secondaire de l'entreprise ATHALYS située à SOTTEVILLE-LES-ROUEN et dont le cœur de métier est également le traitement et la valorisation de déchets liquides. Le site de NEUFCHATEL-EN-BRAY resterait spécialisé dans le traitement des déchets liquides non dangereux. ATHALYS deviendrait à terme le futur exploitant du site.

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'il souhaitait déposer un dossier de demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 2022 qui limite la capacité de traitement de son installation de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) à 32 t/j alors que les installations ont été conçues pour une capacité de traitement bien supérieure. Il souhaite également étendre son autorisation au traitement d'autres types de déchets non dangereux (extension à de nouveaux codes déchets) et modifier certaines valeurs limites de rejet peu précises dans l'arrêté du 1er août 2014 (notamment pour les composés métalliques et autres paramètres "RSDE").

L'inspection rappelle que la modification doit être appréhendée par rapport à la situation administrative existante.

Par conséquent,

- si l'exploitant voulait demander une capacité de traitement supérieure à 75t/j (seuil de la rubrique IED 3532), cette modification serait soumise à une évaluation environnementale systématique (cf. annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement- rubrique 1 - 1ère colonne). L'exploitant devrait donc déposer un nouveau **dossier de demande d'autorisation environnementale avec une étude d'impact** à soumettre à l'avis de l'autorité environnementale;
- si l'exploitant voulait demander une capacité de traitement inférieure à 75 t/j mais en augmentant de plus de 10 t/j (seuil de l'autorisation) la capacité de traitement de la rubrique 2791-1 (la modification en elle-même est soumise à autorisation environnementale), l'exploitant devrait déposer une **demande de cas par cas** (cf. annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement- rubrique 1 - 2ème colonne. Si l'examen au cas par cas concluait à l'absence de nécessité de soumettre la modification à évaluation environnementale, le caractère substantiel ou notable de la modification devrait être examiné selon les critères de l'article R181-46 du code de l'environnement, notamment si la modification est de nature à entraîner des dangers et inconvenients significatifs. Compte-tenu des premiers éléments fournis par l'exploitant, la modification serait jugée substantielle (doublement de la capacité de traitement et des volumes rejetés, absence d'information sur l'acceptabilité du milieu, absence de campagne RSDE réalisée, introduction de nouveaux types de déchets, ...). La procédure à suivre serait dans ce cas une **nouvelle demande d'autorisation environnementale avec une étude d'incidence**. Cette procédure pourrait être menée dans un délai plus court que la procédure précédente dans la mesure où elle ne nécessiterait pas d'avis de l'autorité environnementale, ferait l'objet d'une enquête publique de 15 jours, et ne nécessiterait pas de présentation systématique au CODERST.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 15 jours à l'inspection une première liste des codes déchets pour lesquels il envisage de demander une modification de l'autorisation de traitement sur son site.

L'inspection rappelle qu'en application de l'article 1.7.5 de l'arrêté du 1er août 2014, le nouvel exploitant dispose d'un **délai d'un mois pour déclarer le changement d'exploitant** au préfet de la Seine-Maritime. "Cette déclaration doit mentionner [...] s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, AM du 20/06/2023 - PFAS
Prescription contrôlée : La société HALBOURG et Fils, dont le siège social est situé à SAINT-PIERRE-DE-BENOUVILLE est mise en demeure de respecter, pour son site de NEUFCHATEL-EN-BRAY, : <ul style="list-style-type: none">• <u>dans un délai de 3 mois</u>, les prescriptions, des articles 3 et l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation <p>[...]</p> <p>Les délais mentionnés sont comptabilisés à compter du redémarrage de l'installation à l'issue des travaux débutés le 1^{er} avril 2025 et ayant conduit à l'arrêt de l'exploitation. L'exploitant informera l'inspection de cette date de redémarrage.</p>
Constats : L'exploitant a fait prélever sur le rejet des eaux industrielles (rejet n°2) des échantillons selon la norme FD T 90-523-2* (prélèvement instantané) les 27/08/2025, 15/09/2025 et 20/10/2025. Le rapport d'analyse présente bien la quantification des AOF et des 20 PFAS. Les résultats sont rendus sous accréditation COFRAC. Les limites de quantification sont bien respectées. Les résultats ont été déclarés dans l'application GIDAF. La plupart des PFAS ne sont pas retrouvés dans les rejets. On retrouve en faible quantité du PFPeA sur les 3 prélèvements (environ 2 fois la limite de quantification soit 0.2 µg/l) et des teneurs très proches de la limite de quantification en PFHxA et PFHpA en octobre 2025 (0.13 µg/l). Les AOF sont quantifiés entre 5.3 et 8.9 µg/l. Compte-tenu du mélange de plusieurs lots de déchets à traiter et du type de traitement qui nécessite un temps de contact important avec la matière à traiter (traitement biologique), il est très difficile d'établir le lien avec un lot de déchets pouvant être à l'origine des faibles teneurs en PFAS dans les rejets. Il peut donc être considéré que l'exploitant a respecté les prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux. L'inspection des installations classées propose à M. le préfet de la Seine-Maritime de lever la mise en demeure portant sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Prescription contrôlée : La société HALBOURG et Fils, dont le siège social est situé à SAINT-PIERRE-DE-BENOUVILLE est mise en demeure de respecter, pour son site de NEUFCHATEL-EN-BRAY, : [...] <ul style="list-style-type: none">• dans un délai d'un mois, les prescriptions de l'article 9.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2014 relatives aux paramètres à mesurer pour l'autosurveillance des rejets aqueux du site et à leur fréquence de mesure ; [...] Les délais mentionnés sont comptabilisés à compter du redémarrage de l'installation à l'issue des travaux débutés le 1 ^{er} avril 2025 et ayant conduit à l'arrêt de l'exploitation. L'exploitant informera l'inspection de cette date de redémarrage.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 26/01/2026 le rapport d'autosurveillance annuelle des eaux pluviales au point de rejet n°1 réalisé le 22 avril 2025. L'ensemble des paramètres ont été mesurés à l'exception du pH. Le rapport ne met pas en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission. Suite à la visite du 04/02/2026, l'exploitant a transmis par courriel le devis réalisé par son nouveau laboratoire d'analyse pour la poursuite de l'autosurveillance. La mesure annuelle du pH au point de rejet des eaux pluviales est bien prévue dans le contrat. Concernant l'autosurveillance des eaux industrielles au point de rejet n°2, les fréquences d'analyses quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles sont conformes à celles prévues par l'arrêté du 01/08/2014 à partir d'octobre 2025 (à l'exception de l'absence de mesure des PCB suite à une mauvaise compréhension par le nouveau laboratoire d'analyses en novembre mais la mesure a bien été réalisée en décembre). La mesure mensuelle des PCB est également bien prévue au devis transmis suite à la visite. Tous les prélèvements ont été réalisés sur une période de rejet permettant le calcul des flux (rejet uniquement pendant les horaires ouvrés). Toutefois, le cadre GIDAF n'ayant pas été paramétré pour la déclaration des résultats en flux journalier, ceux-ci n'ont pas été déclarés. L'exploitant a donc mis en œuvre un programme d'autosurveillance conforme aux dispositions de l'article 9.2.3.1. de l'arrêté du 01/08/2014 aux points de rejet n°1 et n°2, tant sur le type de paramètres à mesurer que sur leur fréquence de mesure. L'inspection des installations classées propose donc à M. le préfet de la Seine-Maritime la levée de la mise en demeure relative à ce point. Le cadre GIDAF sera mis à jour par l'inspection pour permettre la déclaration des résultats en flux journalier lorsqu'une valeur limite d'émission est également exprimée en flux dans l'arrêté du 01/08/2014.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Valeurs limites d'émissions dans les effluents aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2025, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux
Prescription contrôlée : La société HALBOURG et Fils, dont le siège social est situé à SAINT-PIERRE-DE-BENOUVILLE est mise en demeure de respecter, pour son site de NEUFCHATEL-EN-BRAY, : [...] <ul style="list-style-type: none">• dans un délai de 6 mois, les prescriptions de l'article 4.3.9.2. de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2014 relatives aux valeurs limites d'émissions à respecter pour les rejets d'eaux industrielles dans la station d'épuration urbaine voisine (point de rejet n°2). Les délais mentionnés sont comptabilisés à compter du redémarrage de l'installation à l'issue des travaux débutés le 1 ^{er} avril 2025 et ayant conduit à l'arrêt de l'exploitation. L'exploitant informera l'inspection de cette date de redémarrage.
Constats : Les résultats déclarés dans GIDAF à partir d'août 2025 ne présentent plus aucun dépassement sur les paramètres DCO, DBO5 et Azote Kjeldahl. Aucun autre dépassement n'a été mis en évidence sur les macro-polluants. Les non-conformités relevées lors de la précédente visite n'étant plus retrouvées en 2025, l'inspection propose à M. le préfet de lever la mise en demeure portant sur les dispositions de l'article 4.3.9.2. de l'arrêté préfectoral du 01/08/2014 réglementant l'activité du site. Concernant les micropolluants, l'autosurveillance met en évidence l'émission de faibles quantités de Zinc (maximum 0.35 mg/l) alors que l'arrêté préfectoral fixe un objectif d'absence de composés métalliques dans les rejets, c'est-à-dire l'émission d'une quantité inférieure à la limite de quantification. Cette limite de quantification n'étant pas précisée par l'arrêté, l'exploitant a fait part à l'inspection de sa volonté de déposer une demande de modification des valeurs limites d'émissions (VLE) pour le site, notamment sur les paramètres métaux lourds. Il juge l'objectif fixé par l'arrêté peu adapté, notamment car les eaux issues de la station d'épuration qui servent dans son process peuvent être une source de composés métalliques. La proposition de nouvelles VLE par l'exploitant devra prendre en compte la capacité de traitement de la station d'épuration pour les polluants qu'elle est en mesure d'abattre et l'acceptabilité du milieu récepteur final la Béthune (notamment pour les polluants non traités par la station d'épuration urbaine).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure